

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CENSURE DU GOUVERNEMENT Des priorités politiques à revoir



Strasbourg, le 5 décembre 2024

À l'occasion des débats sur l'adoption des lois budgétaires pour 2025, la motion de censure a été adoptée, faisant tomber le gouvernement après l'utilisation de l'article 49.3. **Ce moment historique, le premier en 62 ans, doit être un signal fort sur la nécessité de repenser les priorités politiques et budgétaires du pays.**

L'AFGES n'a eu de cesse d'alerter sur les dangers liés à la diminution de 430 millions d'euros de la subvention pour charges de service public imposé par le Projet de Loi de Finance (PLF). Nous rappelons notre association au mouvement commun de France Universités et des organisations étudiantes membres du réseau de la FAGE, pour dénoncer le sous-financement chronique de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), et ses conséquences désastreuses pour la société et l'avenir.

Dans ce contexte, **l'AFGES demande au futur gouvernement une prise en compte sérieuse des besoins des universités et du service public.** Les établissements d'enseignement supérieur doivent devenir une priorité, non pas une variable d'ajustement budgétaire. Nous réaffirmons l'urgence d'agir pour renforcer le financement de l'ESR, et pour reprendre des réformes essentielles abandonnées sous le précédent gouvernement, telles que la réforme des bourses étudiantes.

Ce moment de rupture politique doit être l'occasion de placer les universités au cœur des discussions budgétaires et de construire un avenir dans lequel l'ESR sera traité à la hauteur des enjeux qu'il représente pour l'émancipation des jeunes générations, le progrès scientifique, la transition écologique et l'accès au savoir universel.

Chloé HEYD

Présidente
presidente@afges.org

Jérémy DARENNE

Premier Vice-Président
presse@afges.org
06.36.14.72.13